

Congrès UDC

«L'Université ne veut pas faire de l'UDC un martyr»

Le vice-recteur, Jean-Paul Dépraz, explique le refus de l'UNIL d'accueillir le congrès de l'UDC

Julien Magnolay

«L'Université ne veut pas faire de l'UDC un martyr. C'est un fantasme total. Le but n'est pas de brimer qui que ce soit», estime Jean-Paul Dépraz, vice-recteur de l'Université de Lausanne (UNIL). Mercredi, l'Université a renoncé à accueillir le prochain congrès de l'UDC Suisse, craignant des violences (24 heures d'hier). «Notre décision repose sur un seul critère: le bon fonctionnement de l'UNIL. Or il nous est apparu qu'il était remis en cause. La direction regrette que les choses ne puissent pas se passer normalement, mais elle ne peut pas prendre le risque que l'UNIL se transforme en camp retranché.»

Le vice-recteur ne cache pas être personnellement inquiet des conséquences de cette affaire. «Cela ne peut que nous forcer à être moins ouvert sur la cité, alors que nous avons besoin de cette ouverture.»

Le silence du recteur et du Conseil d'Etat

Dominique Arletaz, recteur de l'UNIL, n'a pour l'instant pas commenté la décision. «La direction n'a pas jugé adéquat que ce soit le recteur qui s'exprime car il s'agit d'une décision qui relève des affaires de gestion et du maintien des infrastructures», explique Marc de Perrot, secrétaire général de l'UNIL. «Il a eu des contacts avec les responsables politiques, complète Jean-Paul Dépraz. Si je m'exprime, c'est parce que les discussions avec Beaulieu sont passées par moi et que je m'occupe des infrastructures. Cela dit, la direction de l'UNIL est collégiale.»

La conseillère d'Etat Anne-Catherine Lyon, en charge de la formation, ne fait pas plus de commentaire. «Le Conseil d'Etat analyse le dossier, confie à sa place le chancelier, Vincent Grandjean. Il attend encore des informations de la part de la direction de l'UNIL.» Le chancelier confirme que l'UNIL a pris sa décision seule et qu'elle en avait la compétence. «La loi sur l'Université



Jean-Paul Dépraz: «La direction regrette que les choses ne puissent pas se passer normalement, mais elle ne peut pas prendre le risque que l'UNIL se transforme en camp retranché.» PIERRE LE TULZO-A



Les politiques réagissent

● Pierre-Yves Rapaz, chef du groupe UDC au Grand Conseil, fulmine: «Je suis outré qu'on puisse céder à des anarchistes en partie anonymes. Je vais demander qu'Anne-Catherine Lyon oblige l'Université à accueillir l'UDC.» Le député s'en prend aussi aux manifestants et à l'UNIL. «Les étudiants qui se permettent de protester contre la venue de l'UDC, on devrait leur couper leurs bourses étatiques, s'ils en ont, voire les mettre dehors de l'UNIL.» Pierre-Yves Rapaz vise aussi le budget de l'Université, qui se discutera début décembre. «Je vais demander une coupe 10%, soit environ 25 millions, pour non-respect de l'autorisation de se réunir dans un lieu payé par les deniers publics.» De son côté, le président des Jeunes UDC, Kevin Grangier, envisage de déposer plainte pénale contre les auteurs des tracts incitant à la violence.

Les réactions des autres partis sont mesurées. Mais la plupart regrettent la décision de l'UNIL. Catherine Labouchère, présidente des libéraux: «L'Université n'est pas là pour faire de la politique. Ce lieu doit être neutre.» Christiane Jaquet-Ber-

ger, députée popiste, estime que «l'Université était coincée», mais qu'elle a eu tort de renoncer: «Du moment qu'elle a accepté les socialistes, elle aurait dû faire de même avec l'UDC, plutôt que d'en faire un

«Je vais demander de couper 10% du budget de l'UNIL»

Pierre-Yves Rapaz, député UDC

martyr.» Frédéric Borloz, président du groupe radical au Grand Conseil, «déploie les appels à la violence», mais trouve «dommage que l'Université ait plié».

Pour Cesla Amarelle, présidente des socialistes vaudois, les autorités devraient trouver un lieu. «Je peux comprendre la mesure de précaution de l'UNIL, mais je défends la liberté de réunion.»

Président des Verts vaudois, Yves Ferrari respecte la décision de l'Université: «Je constate aujourd'hui qu'un parti politique qui se dit gouvernemental engendre un rejet important. C'est inquiétant pour la démocratie.» J. MA / J.FD

prévoit l'indépendance du rectorat pour ce type de décision.»

Hier soir, l'UDC n'avait toujours pas trouvé de solution pour accueillir les quelque 600 à 800 délégués attendus le 4 décembre. «Nous avons des pistes dans l'arc lémanique, confie Claude-Alain Voiblet, secrétaire général de l'UDC Vaud. Je crois que nous allons abandonner l'idée de tenir notre congrès à Lausanne. Nous qui luttons contre l'insécurité, nous ne voulons pas créer de sentiment d'insécurité en y restant. Cela dit, l'idée d'être en ville n'était pas gratuite. Nous voulions donner de la force à notre programme, qui se veut urbain.»

Son avis



Lukas Savoy, 12 ans

«D'après moi, c'est bien que Blocher et l'UDC ne viennent pas à l'Université, car ils sont racistes. Il pourrait y avoir de la casse et beaucoup de dégâts.»